



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE STOCKHOLM

N° 10 – 16 juillet 2021



Pays nordiques

	France	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
Nombre de contaminations	5 812 639	1 092 540	299 223	133 367	98 215	6 675
Taux de contamination (pour 100 000 habitants)	8 673,91	10 679,56	5 154,48	2 503,04	1 779,93	1 869,75
Nombre de décès	111 325	14 604	2 539	796	976	30
Taux de décès (pour 100 000 habitants)	166,1	142,8	43,7	14,9	17,7	8,4
Nombre de personnes ayant reçu au moins une dose de vaccin	35 340 000	5 523 876	3 661 219	3 027 057	3 484 723	264 849
Part de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin (%)	52,7%	54,0%	63,1%	56,8%	63,2%	74,2%

Chiffres du 12 juillet 2021 - Sources : Eurostat, Worldometers, Agences nationales de Santé.



Danemark

Poursuite de la consolidation du secteur bancaire danois. La Jutlander Bank et la Sparekassen Vendsyssel fusionnent et s'appelleront désormais Sparekassen Danmark. Actuellement, ces deux banques se classent respectivement aux 10^{ème} et 14^{ème} rangs des banques danoises. La nouvelle entité aura un bilan de plus de 50 Mds DKK (6,7 Mds€) et comptera au total 300 000 clients et 1 200 employés. L'objectif, selon les deux banques, est de créer « le fonds d'épargne de garantie le plus

important, le plus rentable et le mieux capitalisé du Danemark ».

Basisbank, la première banque en ligne du Danemark créée en 2000, renonce à sa licence bancaire. Selon elle, les exigences liées à la gestion d'une banque en ligne sont devenues trop importantes. La banque, qui n'a pas d'agences physiques, proposait principalement des prêts et des produits d'épargne à des clients privés. Les 95 000 clients de crédit de la banque ne seront pas affectés par cette décision, mais les 15 000 clients de dépôt devront trouver une nouvelle banque dans les 18 prochains mois. En mettant

fin à ses activités de dépôt, et en renonçant à sa licence bancaire, Basisbank va désormais poursuivre ses activités en tant que société de prêts à la consommation.

La Confédération des industries danoises appelle à de nouveaux allègements fiscaux pour les entreprises danoises. Dans son nouveau plan de proposition de réformes, Dansk Industri (DI) suggère, entre autres, une baisse de l'impôt sur les sociétés (de 22% à 20% d'ici 2022-2023) et une augmentation des déductions fiscales pour les dépenses de recherche et de développement (un abattement permanent de 130%). Selon le PDG de DI, « *il s'agit de mettre sur un pied d'égalité les entreprises danoises et leurs concurrentes étrangères* » face à une concurrence internationale qui n'a jamais été aussi rude. Selon le ministre du Commerce et de l'Industrie, Simon Kollerup, des allègements fiscaux pour les entreprises ne font actuellement pas partie du programme de réformes du Gouvernement, annoncé après l'été 2021. En revanche, il s'est dit intéressé de rendre plus attractif l'investissement dans la recherche et le développement.

Les entreprises danoises se sont endettées auprès de l'État de près de 89 Mds DKK (12 Mds€). Depuis le début de la crise, plusieurs échéances de paiement d'impôts et de cotisations ont été reportées afin d'assurer la survie des entreprises danoises en difficulté. Aujourd'hui, alors que la situation du monde des affaires tend à s'améliorer, la dette envers l'État atteint désormais 12 Mds€ selon le ministère des Impôts (4,3 Mds€ provenant de prêts approuvés pour rembourser la TVA, tandis que les paiements différés des cotisations du marché du travail « *A-Bidrag* » et de l'impôt à la source sont estimés à 7,7 Mds€). Selon le calendrier du ministère, cette somme devrait être remboursée au cours de l'année prochaine. Plusieurs experts craignent que cette exigence entraîne de nombreuses faillites.

Finlande

La croissance économique de la Finlande est la plus faible de l'UE.

L'économie finlandaise connaîtra la croissance la plus faible de l'UE en 2021 et 2022, selon la Commission européenne. La Commission prévoit un taux de croissance du PIB de 2,7 % cette année et de 2,9 % l'année prochaine, alors que la moyenne de l'UE est de 4,8 % cette année et de 4,5 % l'année prochaine. Ceci s'explique par le fait que la Finlande ait été relativement épargnée par la crise, d'où un rebond moins élevé. Ce moindre impact de la pandémie est inhérent à la structure de l'économie finlandaise, reposant fortement sur la production industrielle, qui a commencé à se redresser dès la fin de l'année 2020. La Finlande connaît par ailleurs une productivité inférieure à celle des autres pays nordiques et européens, ce qui freine aussi sa croissance sur le moyen terme.

Important investissement de Bayer en Finlande,

qui prévoit de construire une nouvelle usine pharmaceutique à Turku d'ici 2025. L'investissement total de 250 M€ inclut également la modernisation du site de production existant, où sont développés et fabriqués des contraceptifs exportés dans plus de 130 pays. Le nouvel établissement devrait être l'une des usines pharmaceutiques les plus modernes au monde, avec une utilisation intensive de l'automatisation et de la robotique. À noter que Bayer emploie plus de 1 000 personnes en Finlande. L'année dernière, elle a embauché près de 150 nouveaux employés en Finlande malgré la pandémie.

La fusion de Valmet et Neles actée ; celle de Cargotec et Konecranes examinée par la Commission européenne.

Les groupes d'ingénierie Valmet et Neles viennent de signer un accord de fusion. Neles (fabriquant de valves) et Valmet (fabricant d'équipements mécaniques) ont un chiffre d'affaires combiné qui s'est élevé à 4,3 Mds€ au

cours du dernier exercice financier. La société fusionnée comptera environ 17 000 employés. Le projet de fusion de Cargotec et Konecranes, deux grandes sociétés d'ingénierie mécanique finlandaises, annoncé en octobre 2020, fait quant à lui l'objet d'une enquête plus approfondie de la Commission européenne. Celle-ci s'inquiète d'une possible réduction de la concurrence dans le domaine des équipements de cargaison et de conteneurs en Europe. Elle se prononcera d'ici le 10 novembre 2021. Les entreprises espèrent, quant à elles, que la fusion sera achevée d'ici la fin du premier semestre 2022.

Islande

L'OCDE alerte sur le poids politique des lobbys. Dans son récent rapport, l'organisation internationale a pointé du doigt la proximité certaine entre les sphères de pouvoir et les entreprises islandaises. Elle reproche notamment le manque de clarté des lois du pays sur les relations entre les personnalités politiques et les groupes d'intérêts privés. Cette proximité constituerait une violation des règles de libre-concurrence et serait un frein à l'installation de nouvelles entreprises dans le pays et à l'innovation. Dès la publication de ces recommandations de l'OCDE, la Première ministre, Katrín Jakobsdóttir, a fait adopter de nouvelles mesures de prévention du pantouflage au sein de son cabinet. D'autres projets de lois sont attendus ultérieurement.

L'immobilier continue de flamber. L'Institut national du logement et de l'ingénierie civile a récemment relevé qu'environ un tiers des appartements sur le marché de l'immobilier ont été vendus bien au-delà du prix cible, atteignant un niveau record depuis plus de huit ans. Pour rappel, le Registre national islandais avait estimé, en mai dernier, que la valeur totale de l'immobilier dans le pays devrait connaître une hausse de 10,6 % entre 2020 et 2021. Par ailleurs, le prix des locations dans la Grande métropole de Reykjavik connaît déjà sa première vague

d'augmentation depuis neuf mois. La situation reste inquiétante, d'autant que cette hausse est bien plus importante que celle des salaires (18,3% contre 7,5% en un an) et que la part des prêts non indexés est en nette augmentation. Face à cette dégradation du marché de l'immobilier, le Gouvernement souhaite prendre des mesures, notamment pour faire diminuer le nombre de recours à ces prêts risqués. Cette flambée est toujours la conséquence d'une inflation grimpante dans le pays.

Une bonne saison pour la pêche au capelan. Avec un bilan peu réjouissant ces deux dernières années, le capelan semble revenu dans les eaux islandaises. Entre janvier et mai, plus de 26 000 tonnes ont été exportées, notamment vers le Japon et la Chine. Cela représente un total de 16,4 Mds ISK (112 M€), en valeur d'exportation, une somme encore jamais enregistrée auparavant. La pêche reste ainsi un des secteurs les plus prospères du pays et un des moins impactés par la crise sanitaire. Les prises de capelan en Islande sont actuellement les plus importantes au monde.

Carbfix s'associe à Aker Carbon Capture. L'entreprise spécialiste dans la technologie de capture du carbone dans l'atmosphère a signé un premier protocole d'accord avec son homologue norvégien Aker Carbon Capture, afin de dynamiser leur coopération. La concrétisation de cet accord permettrait aux industriels de disposer d'une solution combinant la capture et le stockage du carbone. La transformation de cet élément chimique en pierre sous terrain constitue une solution innovante pour la réduction des émissions de CO₂ dans l'atmosphère, objectif clé des accords climatiques auxquels l'Islande a souscrit.

Les bilans très positifs de Play et Íslandsbanki. Les tensions sociales au sein de la jeune compagnie aérienne low cost et la récente privatisation partielle de la banque nationale pouvaient laisser entrevoir des incertitudes, voire des difficultés financières

pour ces deux structures. Mais au Kauphöllin (Bourse d'Islande), les recettes financières de celles-ci connaissent un franc succès. Dès son premier jour en Bourse, celles de Play ont atteint 800 M\$, soit 24,6 ISK/action (17 cts€/action) et fait l'objet de 459 transactions, un record toutes entreprises confondues. De son côté, Íslandsbanki, récemment privatisée à hauteur de 35%, a réalisé un bénéfice de 5,4 Mds ISK (37 M€) au deuxième trimestre 2021, un montant bien supérieur aux objectifs fixés. À titre de comparaison, elle a augmenté ses bénéfices de 1,1 Md ISK (7,5 M€) par rapport au premier trimestre de cette année. Ces évaluations sont de bonne augure pour la reprise économique du pays.

🌐 Suède

Selon un sondage réalisé par la Commission européenne, une majorité de Suédois pense que la Suède n'adoptera jamais l'euro comme monnaie. Le sondage – qui est effectué tous les ans – a été réalisé auprès des sept États membres qui n'ont pas encore adopté la monnaie unique – la Suède, la Bulgarie, la Pologne, la Croatie, la Hongrie, la Roumanie et la République tchèque. En outre, 56% des Suédois s'opposent à l'introduction de l'euro, ce qui représente le deuxième chiffre le plus élevé du sondage, juste après la République tchèque. Dans les cinq autres pays interrogés, une majorité est favorable à l'entrée dans la coopération monétaire. Pour mémoire, la Suède a organisé un référendum non contraignant sur l'introduction de l'euro en 2003, avec une majorité de voix contre.

Huawei a déposé un recours auprès de la Cour administrative d'appel de Stockholm. Le 22 juin, le tribunal administratif de Stockholm avait donné raison à l'Autorité des postes et des télécommunications (PTS), qui avait décidé le 20 octobre 2020

d'exclure les équipementiers de télécoms chinois Huawei et ZTE des futurs réseaux 5G. Dans un communiqué de presse annonçant son recours, Huawei estime que le tribunal n'a pas enquêté correctement sur toutes les questions pertinentes et que celles-ci doivent être testées dans une instance supérieure.

Les lignes ferroviaires du nord et du centre de la Suède ont été ajoutées aux projets d'infrastructures prioritaires de l'UE, confirmant ainsi l'importance de la région pour l'économie de l'UE. Les lignes ferroviaires devraient être achevées d'ici 2030 et desserviront le corridor de transport de Botnie. La région foisonne de nouveaux projets: les autorités municipales de Sundsvall souhaitent attirer le futur centre de recherche et développement de Northvolt et de Volvo Cars, une coentreprise qui pourrait stimuler l'emploi et la croissance économique dans la région. Plus au Nord, l'université technique de Luleå, Northvolt, RISE, Skellefteå Kraft et la municipalité de Skellefteå s'associent pour créer un centre de recherche sur la transition énergétique et l'électrification d'une valeur de 30 millions de couronnes suédoises. Une nouvelle enquête révèle qu'un Suédois sur trois est ouvert à l'idée de déménager dans le nord du pays, les plus jeunes manifestant un intérêt plus marqué à cet égard.

La filiale suédoise de Transdev, Snälltåget («le train gentil»), a inauguré sa ligne de train de nuit Stockholm-Malmö-Copenhague Hambourg-Berlin le 27 juin. La liaison de près de 1 500 km sera opérée quotidiennement jusqu'au 4 septembre, puis deux fois par semaine. Le temps de trajet est de 16 heures et 30 minutes et des correspondances vers des destinations allemandes peuvent être réservées directement sur le site de Snälltåget, en partenariat avec la DeutscheBahn. Cette ligne, exploitée sans subventions publiques, remplace

la liaison Stockholm-Malmö opérée de 2012 à 2019. Snälltåget porte l'ambition de faire renaître le train de nuit en Europe et prévoit de lancer une ligne Malmö-Zell (Alpes autrichiennes) en 2022.

Volvo Car et la startup suédoise de batteries Northvolt créent une joint-venture pour développer et produire des batteries plus durables, conçues pour alimenter la prochaine génération de voitures Volvo et Polestar. Volvo Car et Northvolt ont le double objectif de bâtir une nouvelle usine de batteries en Europe d'ici 2026 (50 GWh/an) ainsi qu'un centre de recherche et développement en Suède qui entrera en activité en 2022. Volvo Car a par ailleurs sécurisé un approvisionnement en batteries depuis l'usine Northvolt 1 de Skellefteå, en Suède, à hauteur de 15 GWh par an dès 2024, en attendant la mise en service de la future Gigafactory. Volvo Car, propriété du groupe chinois Geely, vise à vendre 50% de voitures tout électriques d'ici 2025 (100% d'ici 2030).

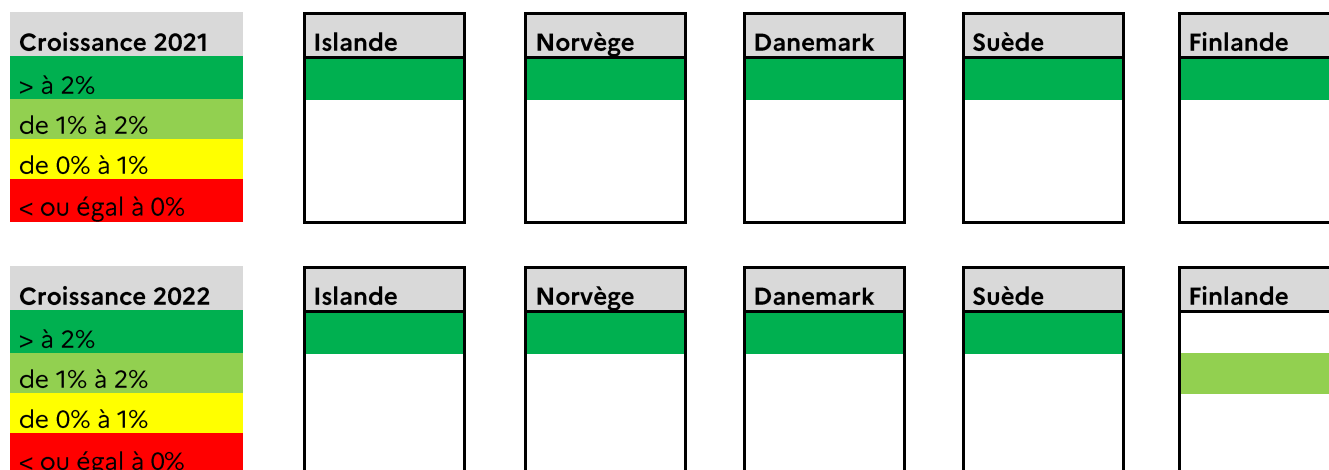
Victime d'une cyberattaque, le géant de l'alimentation Coop contraint de fermer ses quelques 800 magasins. Le groupe a annoncé, le samedi 3 juillet, devoir fermer temporairement ses magasins à la suite d'une cyberattaque paralysant ses caisses. C'est la société américaine Kaseya qui a été initialement touchée par cette attaque. Kaseya fournit un outil de gestion informatique à de nombreuses entreprises, parmi lesquelles Visma, qui fournit à son tour des solutions de caisses enregistreuses à Coop. Résultat : il était impossible pour Coop d'utiliser les caisses enregistreuses, totalement hors service. Si les magasins de la chaîne ont pu rouvrir petit à petit, grâce à l'intervention de techniciens pendant le week-end suivant la cyberattaque, les conséquences sont lourdes. Magnus Johansson, CEO de Coop, ne souhaite toutefois pas divulguer le coût financier de l'attaque. Outre l'aspect financier, une telle attaque interroge sur les risques en matière de sécurité. Jonas Milton, enquêteur auprès de l'Agence suédoise de protection civile (MSB), a déclaré à ce propos que « dans une société de plus en plus numérique,

quand on parle d'approvisionnement en nourriture et en médicaments, cela devient une menace sérieuse ». D'autres entreprises en Suède ont en effet été touchées, parmi lesquelles Shell, le transporteur ferroviaire SJ ou encore le réseau de pharmacies Apoteket Hjärtat.

Electrolux acquiert La Compagnie du SAV. Le groupe suédois d'électroménager annonce le rachat de la société française La Compagnie du SAV (CSAV), une entreprise spécialisée dans la réparation d'appareils électroménagers à domicile. La CSAV emploie environ 200 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 25 M€ en 2020. Depuis 2012, la CSAV a réparé deux millions d'appareils. Cette acquisition souligne ainsi l'engagement d'Electrolux en matière de durabilité et d'économie circulaire. « Notre ambition, en tant qu'un des leaders mondiaux en matière de développement durable, est de prolonger la durée de vie de nos appareils [...] Cette acquisition est une étape importante dans notre stratégie de services et dans notre engagement en faveur de la circularité de nos produits », a déclaré le PDG d'Electrolux France, Pierre Perron.

Klarna fait l'objet d'une enquête de l'autorité suédoise de surveillance financière. *Finansinspektionen*, l'autorité suédoise de surveillance financière, a annoncé ouvrir une enquête afin de déterminer si le service de paiement Klarna a violé le secret bancaire dans le cadre d'un incident informatique survenu en mai dernier. Pour rappel, Klarna a été contraint de fermer son application après que ses clients ont pu accéder aux données des autres. *Finansinspektionen* avait alors demandé à Klarna d'établir un rapport interne, pour déterminer si des mesures devaient être prises. Selon ce rapport, 83 000 utilisateurs au total ont été touchés et aucune donnée bancaire n'a été divulguée. Sur cette base, *Finansinspektionen* a décidé d'ouvrir une enquête, qui sera fusionnée avec celle déjà en cours. Klarna a réagi à cette annonce, assurant qu'elle coopérera « bien sûr pleinement » avec *Finansinspektionen*.

Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : FMI, prévisions d'automne (octobre 2020).

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
PIB	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	2,4	3,6	2,5	2,0	3,7	3,7	4,7	2,9	3,9	3,1
Banque centrale	1,4	-	2,6	2,7	3,8	3,4	3,7	3,9	2,5	5,1
Institut stat./conj****.	1,4	-	3,0	2,4	3,1	3,7	3,2	3,5	3,9	3,1
Commission*	2,9	3,5	2,7	2,8	2,7	2,2	4,4	3,3	3,4	3,9
FMI**	3,5	2,5	3,6	2,0	3,2	4	3,5	2,9	4,1	2,7
OCDE***	2,8	2,9	2,6	2,7	3,4	3,7	3,9	3,4	2,8	4,7
SEB (02/2021)	3,0	4,5	2,8	2,5	3,4	2,8	2,8	4,8	-	-
Nordea (01/2021)	2,5	3,5	3,0	2,0	3,4	4,3	4,0	3,0	-	-
Danske Bank (01/2021)	2,3	3,4	2,2	2,8	3,7	3,4	3,4	2,6	-	-

Source :

* Prévisions de printemps (mai 2021)

** World Economic Outlook (octobre 2020)

*** Perspectives économiques (mai 2021)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration

Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Déficit public	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	-1,3	-1,5	-5,2	-3,3	-2,9	-	-2,2	0,0	-9,7	-7,3
Commission*	-2,1	-1,4	-4,6	-2,1	0,9	1,8	-3,3	-0,5	-7,7	-3,2
FMI**	-3,0	-1,5	-4,1	-2,6	2,0	4,1	-2,0	-1,5	-7,0	-5,9
OCDE***	-2,8	-0,1	-4,2	-1,9	-1,1	0,3	-3,3	-1,6	-10,3	-7,1

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Dette publique	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	40,9	41,5	71,4	72,5	-	-	38,0	35,0	57,5	62,2
Commission*	40,2	38,8	71,0	70,1	46,0	44,7	40,8	39,4	63,8	63,2
FMI**	39,3	42,6	68,6	69,1	40,0	40,0	41,7	41,4	52,5	52,7
OCDE***	45,4	46,6	73,6	77,0	-	-	39,9	39,4	-	-

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Autres	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Inflation (IPCH)*	1,3	1,3	1,2	1,2	1,8	2,0	1,8	1,1	2,8	2,6
Cons. privée*	3,1	3,9	3,4	3,6	4,7	3,0	3,8	5,5	2,3	3,9
Chômage (BIT)*	5,5	5,2	7,6	7,2	4,2	3,9	8,2	7,5	7,0	6,0

Source :

* *Prévisions de printemps* (mai 2021) [Pour la Norvège et l'Islande : *Prévisions d'automne* (novembre 2020) seulement pour l'IPCH]

** *World Economic Outlook* (octobre 2020)

*** *Perspectives économiques* (mai 2021)

**** Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*

Code couleur des mises à jour :

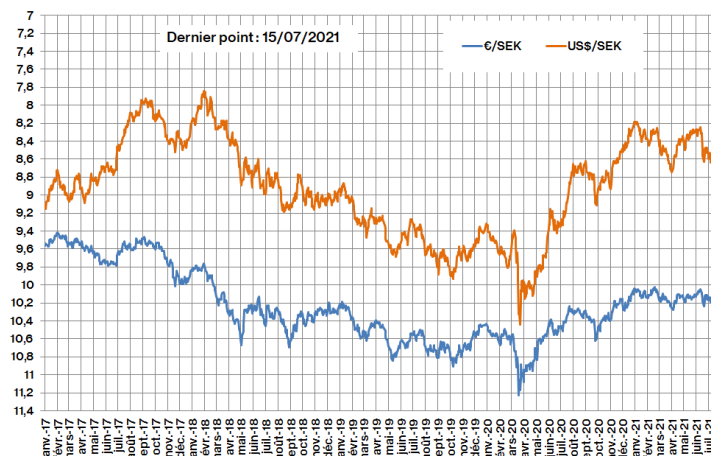
En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

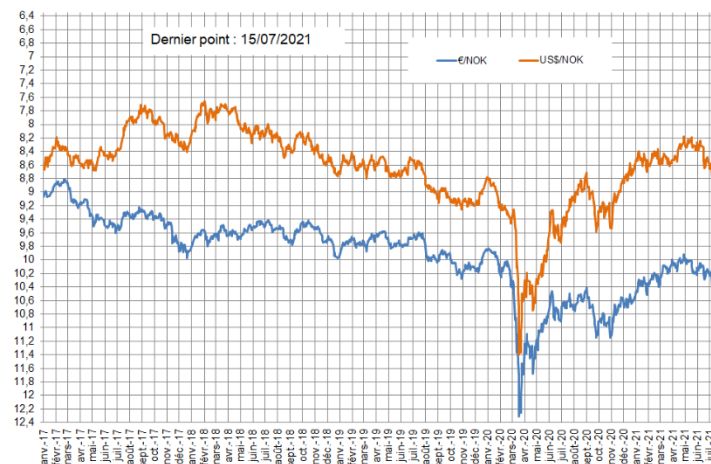
En vert : amélioration

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international